



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Modernisation et mise en place de l'automatisation
de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Modernisation et mise en place de l'automatisation de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés.....	6
Intervenants étrangers.....	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Représentant du maître d'ouvrage	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre	7
3.3 - Contrôle technique.....	7
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
3.5 - Sous-traitance	7
4 - Durée et délais d'exécution.....	8
4.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	8
4.2 - Durée du contrat	8
4.3 - Délais d'exécution des tranches.....	8
4.4 - Délais Partiels	10
5 - Prix.....	11
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
5.2 - Modalités de variation des prix.....	11
5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	12
6 - Garanties Financières.....	12
7 - Avance.....	13
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
8 - Modalités de règlement des comptes.....	13
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	13
8.2 - Présentation des demandes de paiement	13
8.3 - Délai global de paiement	14
8.4 - Paiement des cotraitants	14
8.5 - Paiement des sous-traitants	14
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	14
9.2 - Implantation des ouvrages.....	14
9.2.1 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	15
9.3 - Préparation et coordination des travaux	15
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	15
9.3.3 - Registre de chantier	16
9.4 - Etudes d'exécution	16
9.5 - Installation et organisation du chantier	16
9.5.1 - Installation de chantier.....	16
9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	16
9.5.3 - Signalisation de chantier	16
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	17
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17

9.6.3 - Documents à fournir après exécution	17
10 - Développement durable.....	17
10.1 - Clause environnemental.....	17
10.2 - Clause d'insertion sociale obligatoire	17
10.2.1 - L'engagement d'insertion	18
10.2.2 - Les publics visés.....	18
10.2.3 - Les modalités de mise en oeuvre.....	18
10.2.4 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises.....	19
10.2.5 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion	19
11 - Réception	20
11.1 - Réception des travaux.....	20
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	20
11.1.2 - Réception partielle.....	20
11.1.3 - Epreuves concluantes.....	20
12 - Garantie des prestations.....	20
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
14 - Pénalités	21
14.1 - Pénalités de retard	21
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	21
14.3 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique	21
14.4 - Autres pénalités spécifiques.....	21
15 - Assurances.....	22
16 - Résiliation du contrat.....	22
16.1 - Conditions de résiliation	22
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
17 - Règlement des litiges et langues	23
18 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Modernisation et mise en place de l'automatisation de l'écluse de Foug et du tunnel attenant amont

L'opération de Modernisations des Méthodes d'Exploitation du site de Foug consiste à :

- * restaurer ou remplacer les vantaux de l'écluse 14,
- * remplacer la mécanisation existante par la mise en place d'une mécanisation hydraulique,
- * restaurer le génie civil de l'écluse 14 et du vannage central,
- * sécuriser l'exploitation du tunnel,
- * mettre en place les éléments de l'automatisation de l'exploitation du site (écluse + tunnel).

Lieu(x) d'exécution :

Les travaux sont à exécuter sur le site qui est situé entre la commune de Foug (54205) et la commune de Lay-Saint-Remy (54306).

54570 Foug

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 7 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche Ferme : Restauration de l'écluse et remplacement de la mécanisation La tranche ferme porte notamment sur la remise en état des portes avec notamment le remplacement de la protection anticorrosion existante, le remplacement de la mécanisation existante par une mécanisation hydraulique, ainsi que la restauration du génie civil de l'écluse.
TO001	Tranche Optionnelle n° 1 : Sécurisation du tunnel La tranche optionnelle n° 1 porte notamment sur les aménagements des accès, la refonte des alimentations électriques et la sécurisation de l'exploitation (signalisations, barrières, etc.) du tunnel de Foug.
TO002	Tranche Optionnelle n° 2 : Automatisation et modernisation de l'exploitation de l'écluse et du tunnel La tranche optionnelle n° 2 porte notamment sur la mise en place du matériel fournis par VNF (caméras, interphonie, etc.) la participation à la mise en service et au essais de l'ensemble des matériels.
TO003	Tranche Optionnelle n° 3 : Fabrication et livraison d'une porte aval neuve La tranche optionnelle n° 3 porte sur la fabrication et la livraison sur site d'une porte aval neuve. La protection anticorrosion aura été réalisée en usine.
TO004	Tranche Optionnelle n° 4 : Fabrication et livraison d'une porte amont neuve La tranche optionnelle n° 4 porte sur la fabrication et la livraison sur site d'une porte amont neuve. La protection anticorrosion aura été réalisée en usine.
TO005	Tranche Optionnelle n° 5 : Restauration de la porte aval déposée La tranche optionnelle n° 5 porte sur les travaux de réparation des structures métalliques et de la mise en place d'une nouvelle protection anticorrosion de la porte aval déposée.
TO006	Tranche Optionnelle n° 6 : Restauration de la porte amont déposée La tranche optionnelle n° 6 porte sur les travaux de réparation des structures métalliques et de la mise en place d'une nouvelle protection anticorrosion de la porte amont déposée.

1.3 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 10.2 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

C/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 14.3 du présent CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
 - Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
 - Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 - Intervenants

3.1 - Représentant du maître d'ouvrage

Le représentant du maître d'ouvrage est le Directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'ouvrage de Voies navigable de France.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ECOVEX SAS
34 rue Henri Regnault
92500 RUEIL-MALMAISON

Tél. : 0680533429
Courriel : etudes@ecovex.fr

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

La mission du contrôleur extérieur est notamment de contrôler les études d'exécution de l'entreprise attributaire du marché de travaux.

Le contrôle portera notamment sur les notes de calcul, les plans d'exécutions, et les solutions techniques retenues.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.5 - Sous-traitance

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative

à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants à l'acheteur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

- Un formulaire DC4 (modèle joint et également disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) dûment complété mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 26 mois.

4.2 - Durée du contrat

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée du contrat de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
TF	10 mois			Des travaux (restauration des portes, remplacement de la mécanisation, etc.) nécessitent l'arrêt de l'exploitation de l'ouvrage et la mise à sec de l'écluse. Un premier chômage est programmé en 2025 : du 01/11/25 au 31/12/25 inclus. Un deuxième chômage sera programmé en 2026. La période demandée sera : du 01/01/26 au 31/03/26 inclus.
T0001	6 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Tranche(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
T0002	12 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
T0003	4 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
T0004	4 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
T0005	2,5 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.
T0006	2,5 mois			Date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
T0001 : Tranche Optionnelle n°1 : Sécurisation du tunnel	12 mois
T0002 : Tranche Optionnelle n°2 : Automatisation et modernisation de l'exploitation de l'écluse et du tunnel	12 mois
T0003 : Tranche Optionnelle n°3 : Fabrication et livraison d'une porte aval neuve	4 mois
T0004 : Tranche Optionnelle n°4 : Fabrication et livraison d'une porte amont neuve	4 mois
T0005 : Tranche Optionnelle n°5 : Restauration de la porte aval déposée	4 mois
T0006 : Tranche Optionnelle n°6 : Restauration de la porte amont déposée	4 mois

4.4 - Délais Partiels

Les délais partiels, distincts des délais de chaque tranche, spécifiques à certains ouvrages, parties d'ouvrages sont les suivants :

Tranche(s)	Code	Désignation des délais	Délai	Date de début	Date de fin
TF	Chômage 2025	Chômage 2025 Les dates du chômage 2025 sont du 01/11/25 au 31/12/25 inclus.	2 mois	01/11/2025	31/12/2025
	Chômage 2026	Chômage 2026 Les dates du chômage 2026 qui seront demandées sont du 01/01/26 au 31/03/26. Les dates du chômage seront confirmées par ordre de service (OS) au 2ème semestre 2025.	3 mois		
T0003	Chômage 2025	Chômage 2025 Les dates du chômage 2025 sont du 01/11/25 au 31/12/25 inclus.	2 mois	01/11/2025	31/12/2025
	Chômage 2026	Chômage 2026 Les dates du chômage 2026 qui seront demandées sont du 01/01/26 au 31/03/26. Les dates du chômage seront confirmées par ordre de service (OS) au 2ème semestre 2025.	3 mois		
T0004	Chômage 2025	Chômage 2025 Les dates du chômage 2025 sont du 01/11/25 au 31/12/25 inclus.	2 mois	01/11/2025	31/12/2025
	Chômage 2026	Chômage 2026 Les dates du chômage 2026 qui seront demandées sont du 01/01/26 au 31/03/26. Les dates du chômage seront confirmées par ordre de service (OS) au 2ème semestre 2025.	3 mois		
T0005	Chômage 2025	Chômage 2025 Les dates du chômage 2025 sont du 01/11/25 au 31/12/25 inclus.	2 mois	01/11/2025	31/12/2025
	Chômage 2026	Chômage 2026 Les dates du chômage 2026 qui seront demandées sont du 01/01/26 au 31/03/26. Les dates du chômage seront confirmées par ordre de service (OS) au 2ème semestre 2025.	3 mois		
T0006	Chômage 2025	Chômage 2025 Les dates du chômage 2025 sont du 01/11/25 au 31/12/25 inclus.	2 mois	01/11/2025	31/12/2025
	Chômage 2026	Chômage 2026 Les dates du chômage 2026 qui seront demandées sont du 01/01/26 au 31/03/26. Les dates du chômage seront confirmées par ordre de service (OS) au 2ème semestre 2025.	3 mois		

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors TVA, ils tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ainsi que de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (mars 2025) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La variation des prix ne s'applique pas aux primes, indemnités, pénalités et retenues.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes : Formules	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP02 (n) / TP02 (o))$	Tous les prix à l'exception des prix révisés par l'index TP13a ou des prix révisés par l'index BT47.
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP13a (n) / TP13a (o))$	Les prix : 10-am à 16-av, 19, 21 à 23, 26, 27, 47 à 50, 57 à 59, 63, 64, 101-av et 111-am.
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Les prix : 30, 31, 43 à 46, 60 à 62, 65 à 67, 72, 74-F2 à 81-Ugny.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
TP13a	Index Travaux Publics - Charpentes et ouvrages d'art métalliques - Base 2010
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 3,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission de celui-ci par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-Travaux, les prix unitaires pourront être fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de

notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101404
- Code service : Code service DTNE 41

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf si stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.2.1 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de chaque tranche affermée.

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

- * Rédiger une planification des différentes tâches depuis la mise à sec de l'écluse 14 jusqu'à la rédaction du rapport après avoir rédigé le diagnostic des portes déposées de l'écluse 14.
- * Planifier les différentes études d'exécution et notamment celles concernant la partie hydraulique (dimensionnement des vérins, conception du circuit et de la centrale hydrauliques).
- * Présenter la procédure et le planning de restauration du système de vannage d'épargne.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi

responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Les installations n'ont pas à être mises en place pendant la période de préparation. Toutefois elle devront être réalisées avant le début des travaux sur site.

9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : temporairement, le titulaire pourra disposer, après demande et autorisation de l'exploitant, d'une zone à proximité des locaux de VNF située entre l'écluse et le tunnel. Ce lieu de stockage devra être utilisé pour effectuer le tri des déblais avant le transfert dans des décharges agréées par le maître d'œuvre.

9.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Le chemin de halage situé en rive droite de l'écluse 14 fait partie de la V52 qui est la piste cyclable qui relie Strasbourg à Vitry-le-François.

Une attention particulière sera à respecter lorsque cette piste sera empruntée par les véhicules du titulaire. Dans le cas où la présence des engins de chantier (grue, bétonnière, etc.) nécessiterait la fermeture temporaire de la piste, le titulaire aura à sa charge la mise en place de la procédure de déviation aux deux extrémités du tronçon.

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 250,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10 - Développement durable

10.1 - Clause environnemental

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Pour la réalisation des travaux, et dans le respect d'une démarche qualité « Développement durable », les entreprises attributaires du marché devront tout mettre en œuvre pour respecter l'environnement notamment sur les thèmes suivants :

- Préservation de la vie piscicole,
- Pollution,
- Mesures de sécurité de chantier,
- Gestion de déchets.

Des contraintes concernant les conditions d'exécution à caractère environnemental à respecter sont listées dans le CCTP.

10.2 - Clause d'insertion sociale obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

10.2.1 - L'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise attributaire s'engage pour l'exécution de son lot, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum sur la durée du marché **70 heures d'insertion**.

10.2.2 - Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et répondent à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes de plus de 50 ans éloignées de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes employées par une régie de quartier
- les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

10.2.3 - Les modalités de mise en oeuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- 3ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire

(ETT), d'une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

10.2.4 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

Gwenaëlle INVERNIZZI - facilitatrice clauses d'insertion
MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY
88 avenue du XXe Corps - 54000 Nancy
Tel : 06.72.26.47.95
Mail : ginvernizzi@mde-nancy.org

La Maison de l'Emploi intervient en appui technique et jouera le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage.

Pendant le marché, son action consiste à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion
- proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par le marché.
- accompagner l'entreprise attributaire (nature juridique des contrats de travail, modalités de recrutement, suivi social individuel, accompagnement collectif, visites et réunions de chantier, ...), en fonction des spécificités du marché.
- suivre et évaluer l'exécution des clauses.

10.2.5 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...). L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 14 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

11 - Réception

11.1 - Réception des travaux

11.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le MOE n'entraîne pas la réception tacite des prestations.

11.1.2 - Réception partielle

La réception partielle de chaque tranche a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux la concernant dans les conditions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Une réception partielle sera réalisée à l'achèvement d'un délai partiel ou des travaux d'une tranche.

La réception partielle sera le préalable à la prise de possession anticipée des ouvrages à la fin du délai partiel.

Concernant les travaux au niveau de l'écluse 14, l'exploitation et le passage d'un bateau devra être réalisable en mode mécanisé.

Avant de procéder à la réception des travaux, les contrôles suivants seront à réaliser contradictoirement par le titulaire le maître d'œuvre ou son représentant :

- * manœuvre des vantaux et des vantelles,
- * contrôle visuel de la porte lors des manœuvres et du buscage,
- * contrôle de l'étanchéité de la porte en position de buscage,
- * manœuvre des vannes du système d'épargne.

Les contrôles et mesures seront consignés dans un constat.

11.1.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Protection anticorrosion

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection anticorrosion tel que défini à l'article 4.2.8. « Garantie particulière du système de protection des structures métalliques » du CCTP.

Le délai de la garantie démarre à compter de la date de réception du marché de travaux.

La garantie de la bonne tenue du système de protection anticorrosion engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais et sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP. Les garanties (définies au sens de l'article 4 du fascicule 56 du CCTG) compatibles avec la qualité de la préparation de surface obtenue, sont spécifiées au CCTP.

Mécanisation

Le titulaire garantit, pendant un délai de cinq ans à compter de la réception du marché de travaux, le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou des éléments d'installations tels que les organes mécaniques permettant la manœuvre des vantaux et vantelles de l'écluse (de chaque centrale hydraulique à chaque vérin hydraulique piloté).

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Ces pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 5 000,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € TTC par heure non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 10.2.5 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

14.4 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 1 000,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des clauses environnementales	Forfaitaire	1 000,00 €	Cette pénalité sera appliquée pour les infractions constatées qui ne pourront être levées.

Non-respect des clauses environnementales	Journalière	250,00 €	Cette pénalité sera appliquée dès la constatation et jusqu'à la mise en conformité.
Retard d'exécution des délais distincts d'arrêt de navigation (chômage)	Forfaitaire	2 000,00 €	Cette pénalité sera appliquée une fois si il est constaté que l'écluse est non opérationnelle en dehors des périodes de chômage.
Retard d'exécution des délais distincts d'arrêt de navigation (chômage)	Journalière	500,00 €	Cette pénalité sera appliquée par jour de constat si il est constaté que l'écluse est non opérationnelle en dehors des périodes de chômage.
Non-respect des prescriptions hygiène et sécurité (plan de prévention)	Forfaitaire	500,00 €	Cette pénalité sera appliquée dès la constatation du non-respect des prescriptions hygiène et sécurité notamment celles mentionnées dans le plan de prévention.
Obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	Forfaitaire	1 000,00	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.3 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000,00 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est

adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 CCAG-Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 12.4.4 et 12.1.3 du CCAG-Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG-Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux